


CÉSECÉM



LE CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL,
ENVIRONNEMENTAL, DE LA CULTURE
ET DE L'ÉDUCATION DE MARTINIQUE



SAISINE SECRETARIAT AU
NUMERIQUE

PACTE PRODUCTIF 2025 -
QUESTIONNAIRE



Volet Numérique

1. Adaptation des forces vives aux besoins de l'économie numérique

Quels sont les métiers pour lesquels les entreprises rencontrent le plus de difficultés de recrutement dans l'économie numérique ?

Les entreprises ont du mal à trouver des experts dans la cybersécurité et l'ingénierie informatique de haut niveau. Notamment dans les langages modernes (React, C++, JS, Python, Ruby). Ces langages et les méthodologies d'analyse qu'elles supposent permettent de former les analystes de données (data scientist), et les experts d'intelligence artificielle et d'architecture informatique. Ce manque est cruel dans toutes les collectivités situées outre-mer.

Les métiers de la production et du secteur primaire éprouvent également des difficultés de recrutement.

Quelles sont les actions à mener afin d'améliorer l'attractivité et le nombre de formations de haut niveau dans les filières numériques ? Comment attirer toutes les populations dans ces formations ?

Il faut développer en outremer des écoles d'ingénieurs et non de codeur ou de techniciens réseaux. Il faudrait créer EPITA ou EPITECH dans ces régions, car les écoles présentes ne permettent pas la formation à un tel niveau.

Dès lors que les talents sont formés en France hexagonale, ils sont vite repérés par les grosses entreprises hexagonales, qui font des propositions financières sans équivalent avec les Outremer.

Pour les fidéliser, il faudrait que les entreprises locales (Outremer) aient des projets d'envergures, et travaillent avec des clients mondiaux (américains notamment). Il est nécessaire de s'ouvrir aux monde, grâce au caractère transfrontalier du numérique.

Il faut réaliser un salon des métiers du numérique et fidéliser les talents des entreprises en développant l'intra-entrepreneuriat (encourager la prise d'initiatives et la mise en œuvre de projets).

Il est nécessaire de favoriser le développement de ces formations depuis le primaire. Il est possible d'attirer les populations par le développement et la revitalisation des cyber base.

Il faut mettre en place et mobiliser des centres de calcul dans les Régions et fédérer les Instituts privés. Afin d'attirer toutes les populations, il faudrait enseigner le codage dans toutes les écoles primaires et en faire une spécialité dans les Lycées. La diminution des coûts de formation pourrait être un levier d'attractivité.

Le succès des entreprises du numérique rendra attractives les filières de façon mécanique. Les entreprises devront cependant communiquer aux institutions de formation leurs besoins de façon régulière.

Il est nécessaire de mieux intégrer le numérique dans les disciplines de base. Il faut actualiser les outils et les problématiques pour coller à la réalité de la vente et de la RC et améliorer le niveau de français car le rédactionnel est critique.

Il faudrait mener des études prospectives sur les débouchés sur nos régions élargies sur des masses critiques de 15 à 20 millions d'habitants pour que les formations collent aux besoins des territoires. Sensibiliser les parents et les écoles pour expliquer les potentiels. Rendre le numérique sexy mais surtout "noble".

- Que les décideurs, responsables et ingénieurs pédagogiques en charge de la programmation des formations soient en lien direct avec les représentants de l'économie numérique, pour une adéquation entre les besoins des professionnels et les cursus proposés.
- Que ces mêmes personnes soient fortement acculturées à l'environnement numérique, ce qui n'est pas forcément le cas.
- Que la sensibilisation au numérique commence plus tôt et de manière soit plus ludique soit plus pragmatique

On peut attirer toutes les populations dans ces formations, En communiquant sur les succès des entreprises du numérique de chaque territoire (pour un meilleur impact via proximité). En s'appuyant sur les outils (logiciels) qu'ils utilisent pour développer des problématiques et asseoir des compétences concrètes, démontables et qui leur parlent. Ex: marketing des jeux, rédactionnel des scénarios, psychologie du client gamer, etc. Il faut créer des parcours d'apprentissage évolutif ou on apprend tout au long de la vie et éliminer les plafonds de verres. Favoriser les tronc communs puis la spécialisation en fonction des territoires. Aux Antilles, trop de spécialisation est une utopie vis à vis du marché.

La communication doit être moins institutionnelle. On sent un courant où l'institutionnel se situe en décalage par rapport au public qu'il vise. 2 tonalités sont souvent utilisées et probablement peu efficaces: soit le ton du "djeunisme", soit celui trop conceptuel. C'est par l'essai, le test, la pratique que l'on pourra convaincre les populations de l'intérêt du secteur et a fortiori des formations. Ouvrir les centres de formation, d'apprentissage plus de 1 ou 2 fois par an pour inviter les plus jeunes à prendre l'habitude de les fréquenter, de s'accoutumer avec l'environnement technologique, technique et numérique.

Quels outils et quelles actions mettre en œuvre pour accompagner les actifs dont l'emploi est transformé par la numérisation ?

- La réalisation d'une boîte à outils
- Identifier des parcours d'adaptation pour les types d'activités identifiées (ex: la dématérialisation des appels d'offres, la télé-assistance dans les déserts médicaux).
- Inciter à la généralisation de la GPEC dans les entreprises.
- Renforcer le droit à la formation reconversion.
- Etablir une GEPEC au niveau des fonctionnaires nationaux et territoriaux

- Créer des parcours ludiques et holistiques d'apprentissage personnalisé.
- Sortir des cycles classiques de la formation.

Le premier outil sera une communication. Cette réponse qui peut sembler simpliste traduit une réalité. Bien souvent la mutation du poste est expliquée à renfort de réunion, de présentations. Il peut être intéressant de placer face à ce type d'actifs d'autres qui ont réussi avant leur transformation digitale de leur poste.

Quelles sont les expériences et initiatives les plus prometteuses en matière de reconversion pour les métiers impactés par le numérique vers les métiers d'avenir dans le numérique ou d'autres secteurs de l'économie ? Comment pourraient-elles être portées à l'échelle nationale ?

Pour la reconversion, il faudrait reprendre le modèle de l'école 42 : écoles gratuite, sans diplôme particulier, la sélection se faisant après la 1ère année, si le candidat est assez motivé et réussi toutes les épreuves, il reste et fait ses 2 autres années de perfectionnement.

C'est le meilleur exemple de reconversion mondial, et il est français !

2. Création d'un environnement favorable à la croissance des entreprises de l'économie numérique

Quels sont les freins réglementaires qui limitent le développement des start-ups et les acteurs du numérique ?

Le frein premier est la rigidité du contrat de travail et le coût des salariés. Une startup c'est une organisation paradoxale : peu de moyen pour débiter, avec le devoir d'innover, et donc la nécessité de recruter des talents de haut niveau. Or ces talents coûtent chers, et le caractère fluctuant de la trésorerie d'une startup n'est pas compatible avec la rigidité du système d'emploi actuel (impossibilité de licencier et coût des charges sociales).

Il existe une dichotomie entre le cadre rigide réglementaire et la souplesse que requièrent la vie et le fonctionnement d'une start-up.

- La limitation du capital risque
- Le statut des entreprises
- Le financement des brevets, la gestion de la propriété intellectuelle

Aucune incitation fiscale ou financière particulière réservée aux acteurs du numérique.

Comment améliorer les relations entre les entreprises du numérique et l'administration ainsi que les services publics ?

L'amélioration des relations passe par la modernisation de l'équipement bureautique et informatique de ces administrations mais également par la formation dans les services publics des agents largement sensibilisés au fonctionnement de ces start-up.

Il faudrait nommer dans l'administration, des managers qui ont créé des startups, il y a aujourd'hui toute la génération des premiers startupers des années 2000, qui peuvent prendre ces postes, pour expliquer et appliquer le modèle startup aux fonctionnaires. Ceci permettrait de réduire le fossé culturel et de méthodologique entre ces deux mondes.

Il faudrait faire des bootcamps Etat/Collectivités/Startups autour de la co-création en mode Design Thinking. Le constat est le suivant : deux mondes avec 2 langages distincts, évoluant dans deux temps différents. Il faut créer la convergence, en organisant stages d'immersion réciproques, et surtout dans le sens Administration vers l'entreprise. Il pourrait être bon que les instructeurs ou autres agents administratifs vivent la réalité de l'entreprise pendant 6 mois avant leur prise de fonction.

Quelles sont les expériences et initiatives les plus prometteuses en matière de formation des éloignées du numérique ? comment pourraient-elles être portées à l'échelle nationale ?

On peut citer l'exemple de l'école 42.

Il faut permettre l'acquisition des compétences de base en numérique et illettrisme (ex : Emmaüs connect).

3. Financement des start-ups

Comment favoriser l'investissement des particuliers avertis dans les start-ups ?

Il faut faire converger les incitations fiscales vers l'innovation, via les FCPI. Conserver et développer ces incitations, surtout en Outremer.

On peut favoriser par des dispositifs d'incitation fiscale et une meilleure information des « start-upers » sur les moyens de financer son activité (les contrats d'investissement, les modes de financement).

La réalisation de Forums pour la mise en relation des créateurs de start-up et les éventuels investisseurs.

Sensibiliser et rendre noble le digital

La diminution d'impôts et des Actions garanties par l'Etat. Une incitation fiscale majorée, et une communication adéquate.

Comment augmenter les montants des fonds récoltés par les sociétés de capital-risque françaises ?

Il faudrait que la BPI investisse automatiquement au prorata des financements privés des fonds de capital risque. De plus il faudrait inciter les banques à prendre plus de risques, notamment en Outremer. Aujourd'hui les banques ne prêtent qu'aux sociétés traditionnelles, lorsqu'elles ont des garanties financières et des actifs importants.

4. Développement des technologies et infrastructures pour le numérique

Quelles sont les industries numériques innovantes susceptibles de créer le plus d'emplois dans les territoires ?

L'écologie, l'agri-technologie, l'industrie 4.0, le BIM, et les architectes informatiques, les sciences de données et l'intelligence artificielle. Les entreprises de production d'énergies renouvelables. Le vieillissement, la résilience climatique et la brown economy. L'intelligence artificielle/ FoodTech/ HealthTech.

L'économie du numérique est susceptible de créer de l'emploi en Martinique suite au développement du réseau de fibre optique et des infrastructures numériques.

L'industrie numérique, voire innovante ne s'applique pas encore à notre territoire. Il convient de promouvoir les conditions de son développement.

Comment favoriser les relations entre la recherche académique, les grands groupes et les start-ups ?

Il faut renforcer le lien entre les écoles de commerce et d'informatique, et les doctorants techniques et scientifiques. L'école Polytechnique X le fait très bien avec l'ESCP, ce qui donne de très beaux projets. Il faut les faire cohabiter au quotidien.

- Continuer l'effort de création de lieu de synergie. Des individus qui gravitent dans un même cercle sont amenés de facto à échanger.
- Prévoir dans les programmes de recherche, un ou des projets à mener systématiquement avec une start-up en faisant appel à un co-financement d'un grand public.
- Proposer des programmes d'investissement où 1 laboratoire de recherche et un grand groupe entrent au capital d'une start-Up pour une durée définie.
- Développer des universités, des facultés.
- Faciliter l'accès aux écoles d'ingénieurs.
- Rémunérer les stagiaires.
- Financer les brevets

Quels sont les freins à l'adoption des Nouvelles Technologies Numérique ?

- Les Coûts
- Infrastructures
- Sécurité / transparence / utilisation des données
- Formations / information / communication
- Rupture générationnelle
- Résistance aux changements
- Méfiance dans l'outil
- Peur de la nouveauté
- Manque d'ouverture vers la progression sociale
- Problème d'ignorance et de culture.

Les freins pour les entreprises, sont les difficultés à comprendre l'intérêt économique des nouvelles technologies. Il faudrait faire de la vulgarisation des Cas d'Usage de la technologie. Expliquer très concrètement, comment on gagne de l'argent, et comment en économiser. Montrer qu'il y a un réel retour sur Investissement pour les entreprises.

Comment s'assurer que les start-ups créées par les ingénieurs français aient un lien privilégié avec les industriels nationaux ?

Il faudrait des démonstrations en entreprise des startups créées par les ingénieurs. Favoriser les moments de rencontre entre les deux mondes.

Volet Innovation

1. Innovation de rupture

Quels sont les défis sociétaux pour lesquels l'Etat devrait mettre en place des programmes de soutien à l'innovation ?

L'écologie, l'agriculture, l'industrie, la digitalisation de l'architecture et du BTP. Le traitement des déchets, la production d'énergie renouvelable, la formation et l'équipement des établissements scolaires

- Soutenir la création d'emploi.
- Soutenir l'innovation, dans tous les domaines liés à l'importance croissante des risques majeurs, notamment dans le domaine de la construction immobilière.
- Actions de dépollution et de traitement de déchets
- Le vieillissement
- Le climat (protection, surveillance et réduction des impacts)
- le réchauffement climatique
- l'éducation.

Avez-vous connaissance des financements destinés aux start-ups « deep tech » ? Sont-ils adaptés aux besoins ?

La connaissance existe mais les financements sont bien faits en France, sauf en Outremer. La BPI n'est pas assez active, et trop peu de fonds sont injectés dans les projets outremer. Il n'y a aucun fonds d'investissement en Outremer (privé et efficace). Ils sont inadaptés car ne suivent pas les besoins au fil de l'eau à savoir peu de fonds au départ pour aller vers de grosses levées par la suite.

Il faut permettre de financer à petits billets de 5000 euros pour voir la capacité à générer du résultat avec de petits fonds.

Quelle doit être la place de l'innovation technologique dans le financement de l'innovation ?

L'innovation technologique ne peut pas être le seul critère de sélection pour un financement.

Quels sont les principaux freins à la mise sur le marché de produits et services innovants?

En Outremer, il existe des freins structurels : la qualité de la 4G et la fibre inexistante (sauf dans les discours marketing...). De plus le niveau de la formation locale et l'aspiration des talents en Europe, empêche le développement des produits et services innovants. Le financement, encore trop timide localement. La lourdeur des universités vis-à-vis des impératifs économiques des entreprises. La recherche devrait être constante pour devenir un coût "amortissable" comme la comptabilité.

- Le coût
- L'économie d'échelle (étroitesse du marché martiniquais)
- Difficulté d'accès au marché de la caraïbe, compte tenu des surcoûts liées à la fiscalité sociale et économique.
- Absence de services de développement de nos entreprises du fait de leur taille.
- Le pillage, espionnage technologique
- La protection de propriété intellectuelle
- Les matières premières
- Insuffisance de production de produits et services innovants sur notre territoire.
- Ignorance de ce qui se pratique et se réalise à l'extérieur de nos territoires insulaires

Les séjours d'exploration ne devraient pas être réservés à quelques catégories d'acteurs. Les utilisateurs ou les futurs apprenants devraient pouvoir s'y confronter assez tôt et régulièrement. Insuffisance dans l'évangélisation à la culture de l'innovation. Terme désormais galvaudé.

Comment améliorer la mise sur le marché de produits et services innovants en France ?

Il faut former plus de commerciaux (business développer) pour vendre et faire connaître les produits et services. Il y a en France de bons techniciens, pas suffisamment de marketeur, et business developper pour les vendre et les faire connaître.

Il faut revoir les normes anciennes et valoriser les entreprises aux normes ISO.

Généraliser les PoC en créant des zones d'expérimentation vis à vis de la réglementation. En favorisant dès le départ le triumvirat Start-Up/Groupe/recherche avec un panel permanent de clients potentiels.

2. Liens d'innovation entre laboratoires de recherche, grandes entreprises, start-ups et PME

Comment convient-il de mieux associer les acteurs de l'innovation à la réflexion ou à la définition de certaines orientations partagées entre filières et acteurs publics de recherche ?

Il convient de fédérer les partenaires - laboratoires de recherche, grandes entreprises, start-ups et PME - autour d'un pôle numérique sous-tendu par une chaîne de valeurs complète

(formation, recherche, innovation, transfert et valorisation). Il faut créer des groupes de travail inter filières sans pouvoir de décision finale.

Comment faciliter les passerelles pour les chercheurs publics entre la recherche et le monde entrepreneurial?

Il faudrait établir des contrats d'immersion. Mieux utiliser les dispositifs en matière de délégation auprès des entreprises. Mettre tout le monde pendant plusieurs mois dans les mêmes locaux. En imposant 2 périodes impératives de 6 mois minimum: 1 dans une start-Up et l'autre dans un groupe. Puis 1 journée par semaine/ ou 15j dans l'organisme cible.

Quels financements des dispositifs de recherche partenariale sont nécessaires pour développer l'innovation et l'emploi en France ?

Financement des personnels de recherche selon mécanisme d'intervention décrit ci-dessus.

Quels sont les freins en matière de transfert technologique et quels sont les modèles qui permettent de renforcer le partenariat public-privé ?

- Le pillage technologique
- La protection de propriété intellectuelle
- L'absence de structures de transfert
- Accès et coût du recours à l'expertise dans les laboratoires
- Le préfinancement est impossible pour les Start-Up et les délais de remboursement en non-adéquation avec la réalité entrepreneuriale et a fortiori celle des Start-Up.

3. Accès des acteurs français de l'innovation aux programmes européens

Quels accompagnements et quelles simplifications paraissent nécessaires pour faciliter l'accès à ces dispositifs aux entreprises ?

- Amélioration des délais
- Permettre de démarrer les projets avec zéro apport
- Soutien administratif aux porteurs de projets
- Moyens de communication ciblés à mettre en place, soit un site dédié à ce dispositif.
- En faire des démarches progressives et mutualisés pour les rendre accessible aux plus petits
- Présentation en amont et dès la création de l'entreprise; diminution des seuils de montant de projet .

Comment mettre en place une articulation efficace entre les programmes nationaux et les programmes européens ?

Planification au niveau interrégional. Il faudrait créer des agences d'accompagnement à la création, rédaction des propositions en mutualisation de plusieurs solutions pour créer des solutions packagés qui évite d'augmenter le cout unitaire du service pour le consommateur. Il faudrait une complémentarité des taux d'intervention pour un même projet.

4. Lisibilité des actions de soutien à l'innovation

Les dispositifs d'aides à l'innovations sont-ils suffisamment connus ?

Non.

Comment renforcer leur visibilité, leur compréhension ?

En réalisant une cartographie des dispositifs, centralisation des services. Il faut former les associations et représentants de fédérations pour en parler sortir du schéma classique de réunion et proposer un conseiller Aide à l'innovation qui se déplace directement dans l'entreprise 1 à 2 fois/an pour faire le point par rapport aux projets portés par l'entreprise.

Comment améliorer la lisibilité des marques et labels portés par l'Etat ?

- Créer une marque d'Etat, ou un label, redynamiser le CNRS,
- Etablir un grand projet national de niveau.
- Former les associations et représentants de fédérations pour en parler

Volet Industrie

1. Fiscalité de production

Quels sont les leviers fiscaux les plus pertinents pour favoriser la compétitivité des industries soumises à une concurrence internationale ?

Il faudrait déjà une harmonisation fiscale européenne. Puis une zone exclusive (sans taxe les 3 premières années) pour les Outremer, afin de rattraper le retard et favoriser l'innovation. Cela peut être limitée dans le temps (par exemple 15 ans).

Il faut assurer le maintien du différentiel du taux de l'octroi de mer, en faveur de la production locale. Il s'agit surtout de compenser les écarts de coût entre les produits importés et la production locale. Il faudrait remettre en place le dispositif d'exonération de la TVA sur le matériel importé.

La possibilité de moduler la fiscalité de production serait-elle un outil intéressant ?

Oui. Il faut le faire.

Quelles pourraient-êre les contreparties industrielles d'une baisse de la fiscalité de production ?

Une TPE/PME qui paie moins de taxe, embauche plus. C'est clair pour ces catégorie d'entreprise, peut-être moins pour les grosses sociétés décorrélées des réalités terrain, avec des stratégies capitalistiques moins certaines pour l'emploi.

On pourrait diminuer le temps de travail Hebdomadaire afin de réduire le chômage.

2. Compétitivité administrative

Quels sont les irritants les plus souvent rencontrés par les investisseurs étudiants de possibles implantations industrielles ?

- Les normes
- Le secteur associatif
- L'aménagement du territoire antagoniste avec la liberté d'entreprendre.

3. Transition vers l'économie circulaire

Quels sont les axes de travail prioritaires en matière d'économie circulaire ?

- Le traitement de la terre évacuées par le BTP (terre végétale, terre polluée), remblais, déchets de la construction.
- Développer les filières de traitement des déchets dangereux et des déchets recyclables, des boues relatives au vidange des stations d'épuration.
- Le reconditionnement et la réparation des appareils ménagers.
- La nécessité d'identifier et d'anticiper sur notre territoire les différentes modalités de stockage et de recyclage des déchets.
- Améliorer la logistique et la gestion des masses critiques par Type de déchets et la création de plateformes de transfert.
- Améliorer le financement des filières en tenant compte des contraintes économiques liées à la taille et à l'insularité de notre territoire.
- L'obsolescence des biens d'équipement
- La méconnaissance des process
- La méfiance du consommateur
- Le modèle économique mondiale basé sur la croissance

Quels sont les freins au développement de l'économie circulaire ? comment les lever ?

- La méconnaissance des process
- La méfiance du consommateur
- Le modèle économique mondiale basé sur la croissance
- La Volonté
- Les coûts
- La revente des produits recyclés
- Le traitement des matières premières précieuses issues des collectes de déchets électroniques et de produits hi-tech en fin de vie.

4. Développement des compétences

Quels leviers pourraient être mobilisés pour renforcer l'adéquation entre l'offre et la demande de compétences?

La formation, initiale et continue. Ainsi que l'apprentissage

Quels engagements pourraient prendre les filières en matière de formation professionnelle pour décliner la réforme récente ?

- L'innovation pédagogique
- L'adaptabilité des structures en fonction des évolutions technologiques
- Mutualiser les moyens

Comment inciter les jeunes ou les personnes souhaitant changer de domaine à choisir les métiers de l'industrie ?

- La rémunération
- La QVT
- La sécurité
- La rigueur
- Les campagnes d'information

5. Production et consommation responsables

Quels pourraient être les engagements des acteurs privés et des collectivités publiques en matière d'achat responsable et de circuits de proximité ?

Evaluer la production locale et la priorité en termes de marché, le coût doit être secondaire.

Comment rendre plus accessible l'offre de produits responsables aux consommateurs sensibles aux enjeux sociaux et environnementaux ?

- Etablir une taxe carbone sur tous les produits
- Indiquer le bilan carbone de chaque produit
- Détaxer les produits locaux

6. Industrie du Futur

Quels dispositifs pour favoriser le passage des entreprises vers l'industrie du futur ?

- Valorisation de l'innovation dans les entreprises.
- Rémunérer les stagiaires post bac.
- Modifier la loi sur la propriété intellectuelle

Quelle connaissance avez-vous des dispositifs existants ou en cours de mise en place visant à favoriser le passage des entreprises vers l'industrie du futur ?

La connaissance du système de défiscalisation.

Volet Energie

1. Décarbonation de l'industrie

Quels procédés et technologies peuvent être identifiés pour décarboner la production ou fabriquer des produits avec un meilleur bilan carbone ?

- La méthanisation
- L'énergie thermique solaire (gestion des déchets plus facile que le photovoltaïque)

Le prix du carbone auquel les entreprises sont soumises est-il suffisant ou suffisamment prévisible pour inciter des investissements bas-carbone ?

Il ne semble pas suffisant.

Quels autres outils déjà mobilisables les entreprises utilisent-elles pour favoriser la décarbonation des moyens de production ? Quels sont les freins à une plus grande utilisation ?

- Valorisation de la tonne carbone évitée.
- Valorisation trop faible

2. Nouvelles filières énergétiques et contenu local

Comment augmenter la part de la valeur ajoutée nationale dans les énergies renouvelables déployées sur notre territoire tout en garantissant leur compétitivité ?

Diminuer la consommation d'énergie.

Quelles sont les filières des nouveaux systèmes énergétiques qui ont le plus de potentiel en termes d'emplois industriels et d'export ?

- L'énergie solaire
- La méthanisation
- L'habitat bioclimatique, immeuble à énergie positive
- Systèmes de cultures agricoles dans les zones urbaines

3. Compétitivité de l'approvisionnement en énergie

Comment garantir dans la durée des prix de l'énergie compétitifs ?

- Augmentation de l'autonomie énergétique.
- Mise en place de partenariat gagnant-gagnant avec les producteurs d'énergies primaires (Gaz, Pétrole, Uranium).
- Stabilité politique humaniste

Volet Agriculture et Agro-alimentaire

1. Compétitivité des filières alimentaires et de la filière forêt-bois

Quels sont les facteurs de distorsion de concurrence spécifiques et comment pourrait-on les lever sans renoncer aux ambitions en matière de transition écologique ?

La production locale souffre de fortes contraintes liées à diverses causes : l'insularité, les aléas climatiques, la pollution d'une partie de la SAU. Elle est en concurrence avec les importations de métropole et de pays voisins, souvent produites à des coûts moins élevés, pour des raisons d'échelle dans le cas de la métropole, ou de disparité des salaires dans la région. Dans cette situation les dispositifs de soutien (POSEI, FEADER) apparaissent plus comme de véritables mécanismes de compensation que comme des facteurs de distorsion de la concurrence. Leur levée ne peut être envisagée dans la situation actuelle sans un fort impact.

Comment améliorer la logistique qui répond aux besoins spécifiques des secteurs agri/agro-alimentaires en optimisant l'intermodalité et les synergies intersectorielles ?

- Aide l'installation
- Automatisation de process,
- Classification des sols et du sous-sol
- Infrastructures numériques dans les zones rurales

Quelles sont les conditions à réunir pour que le secteur de l'agroéquipement se développe et devienne un facteur clé de la transition agro-écologique et numérique et de la compétitivité du secteur ?

Du fait de la spécificité des productions, des surfaces concernées et de la structure des exploitations (hors filières banane et canne) la Martinique n'est pas un marché très porteur pour le secteur de l'agroéquipement 'classique'. Pour autant le développement de machines adaptées est un enjeu important pour la compétitivité du secteur. Des initiatives d'auto-construction ou de fabrication à petite échelle pourraient être encouragées via l'adhésion à des coopératives comme l'Atelier Paysan et conduire à des créations de petites entreprises.

A côté de ces besoins spécifiques, le développement de systèmes de culture agro-écologiques 'sans herbicides' génère une forte demande pour des matériels innovants et économes en main d'œuvre permettant de gérer l'enherbement. Une génération d'agroéquipement faisant appel aux nouvelles technologies est en test (drônes, robots-désherbeurs...) et va faire appel à de nouvelles compétences tant pour leur conception et leur fabrication que pour leur utilisation. L'enseignement de ces compétences est un enjeu fort pour inscrire la Martinique dans une transition écologique soutenable et compétitive.

- Autonomie énergétique des exploitations
- Désenclavement
- Développement du tourisme vert

Comment accompagner la mutation des outils industriels basés sur des productions non durables ?

Recherche, innovation, développement de produits de remplacement issus de filières durables (exemples développement de vaisselle jetable à partir de fibre de coco ou de bambou en lieu et place du plastique)

Comment regagner de la balance commerciale dans la filière agro-alimentaire ?

En Martinique l'enjeu est double :

- renforcer la compétitivité des filières d'exportation et valoriser leur image par des produits de grande qualité issus de systèmes de culture durables
- améliorer la couverture des besoins locaux en diversifiant l'agriculture et en proposant des gammes de produits frais et transformés de qualité.

Pour atteindre ces objectifs une politique d'aide au développement est mise en place via le PDRM (Plan de Développement Rural de la Martinique). Le transfert d'innovation, l'accompagnement technique, la transition écologique et la modernisation des exploitations doivent continuer à faire l'objet de mesures de soutien, si possible optimisées dans le cadre du pacte productif.

2. Attractivité des métiers et emploi

Comment mieux valoriser les métiers de l'agriculture, de la filière alimentaire ?

Une politique de fond visant à revaloriser l'image de l'agriculture et des agriculteurs devrait être mise en place à grande échelle. La connaissance de l'agriculture et des métiers de l'agro-transformation devrait être communiquée dès l'école primaire pour lutter contre les préjugés sur des métiers considérés souvent comme peu qualifiés et polluants.

Des politiques publiques nettement démarquées des très grandes entreprises et des lobbies seraient aussi de nature à restaurer la confiance des consommateurs et revaloriser les métiers.

- Mettre dans chaque établissement scolaire des unités agricoles.
- Revaloriser le métier d'agriculteur qui doit vivre dignement de son métier.
- Vente au coût réel
- Modifier la politique agricole européenne
- Développement du tourisme vert

Comment attirer des travailleurs dans les zones où le plein emploi existe déjà ou former ceux dont les compétences actuelles ne correspondent pas aux besoins des entreprises ?

Valorisation des métiers, diversification des formations initiales et continues.

Comment favoriser le développement de la gestion territorialisée des emplois et des compétences ?

- Harmonisation des outils informatiques
- Implication du pôle emploi

Comment rendre le retour à l'emploi plus attractif que le recours à l'assurance chômage ?

- Favoriser la reconversion par la formation sans perte de revenus
- Permettre les avantages en nature tel que les logements gratuits ou à très faible coût, pour permettre un éloignement du domicile.
- Gratuité des transports.
- Améliorer l'aménagement du Territoire (Ecoles, Crèches, Transport, Services administratifs...)
- Diminution de la durée de travail.
- Faire confiance aux citoyens.